

## L'ACCORD DE PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE : UN SUJET À SURVEILLER DE PRÈS

---



*L'accord de partenariat transatlantique<sup>1</sup> en négociation depuis juillet 2013, devient un sujet médiatique, sans pour autant gagner en lisibilité pour le commun des citoyens européens<sup>2</sup>.*

*Enième accord commercial, il peut sembler n'être que la suite d'une routine de négociations entre les deux géants économiques que sont l'UE et les États-Unis. En réalité, s'il fait autant réagir,*

*c'est bien parce qu'il pourrait avoir des conséquences très importantes au niveau social et environnemental. Cet accord couvrirait plus de 50 % du PIB mondial, et si les USA parviennent à négocier le jumeau de l'accord transatlantique avec les pays d'Asie du Sud-est (accord de partenariat transpacifique), cette ossature à deux mâchoires représenterait un moyen d'isoler la Chine.*

L'argument des négociateurs et des lobbyistes qui poussent à la signature de cet accord, séduisant en temps de crise, est celui de l'emploi et de la croissance<sup>3</sup>. Ainsi, la facilitation des échanges permise engendrerait des gains évalués à 100 milliards d'euros par an<sup>4</sup>, et un point de croissance du PNB des deux côtés de l'Atlantique, sans coûter le moindre centime selon le commissaire européen au commerce Karel De Gucht, qui se fonde sur une évaluation<sup>5</sup> commandé au think-tank londonien « Centre for Economic Policy Research » (CEPR)...

---

<sup>1</sup> Il est parfois appelé GMT (Grand marché transatlantique), TAFTA (Transatlantic free trade area), TTIP (Transatlantic trade and investment partnership), ou PTCI (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement).

<sup>2</sup> FRANCE CULTURE, « [Libre-échange : Des journalistes racontent l'opacité](#) », 30/03/2014

<sup>3</sup> PETERS, Eric, CHAMPAIN, Vincent, « [La préférence nationale, une erreur, hier comme demain](#) », *Le Monde Idées* ; CHAMPAIN, Vincent, 23/10/12 « [Libre-échange transatlantique : une chance à ne pas manquer](#) », *Le Monde Economie*, 19/08/2013 ; CHEYVIALLE, Anne, « [Un plaidoyer pour l'accord de libre-échange transatlantique](#) », *Le Figaro*, 26/03/2014

<sup>4</sup> COMMISSION EUROPEENNE, [Questions and answers](#), 2013

<sup>5</sup> FRANCOIS, Joseph, CEPR, « [Reducing Transatlantic barriers to trade and investment](#) », mars 2013

## Un accord de libre-échange qui va bien au-delà des questions de tarifs douaniers

Le terme « traité de libre-échange » laisse penser qu'il s'agit de réduire les tarifs douaniers. Or ces tarifs sont déjà très bas entre l'UE et les USA, exceptés sur les produits agricoles et le textile, secteurs où ils devraient être revus à la baisse. Le principal enjeu ne porte donc pas sur la réduction des droits de douanes, mais sur une harmonisation des législations nationales pour faciliter les échanges. Les législations censées fausser la concurrence sont appelées « barrières non-tarifaires » : ce sont les normes sanitaires, le droit du travail, les normes environnementales, les normes concernant le respect de la vie privée ; etc.

Le contenu précis des négociations reste secret. Une version provisoire de l'accord<sup>6</sup> a fuité, été traduite en français<sup>7</sup>, et décryptée dans une vidéo de 10 minutes<sup>8</sup>. La Commission européenne assure toutefois qu'elle veillera à ce que l'accord protège les normes de protection sanitaire, sociale et environnementale. Si le contenu de l'accord en termes d'harmonisation des législations est encore inconnu, l'outil prévu pour la protection des investisseurs, un « mécanisme de règlement des différends » par arbitrage, a déjà été expérimenté au sein d'autres accords de libre-échange. Ce type de mécanisme a permis à des entreprises d'attaquer des États avec des motifs plus terrifiants les uns que les autres : Phillip Morris s'en est pris à l'Australie en raison de sa législation anti-tabac, des entreprises européennes ont porté plainte contre une hausse du salaire minimum en Égypte, une entreprise norvégienne a attaqué l'Allemagne en raison de sa volonté d'en finir avec le nucléaire.... Ce mécanisme représente donc un risque de révision des normes protectrices à la baisse, mais aussi la possibilité pour les multinationales de recevoir des compensations payées in fine par les contribuables.

Malgré les tentatives de la Commission pour rassurer<sup>9</sup> ceux qui tirent la sonnette d'alarme, ces précédents montrent qu'il y a de quoi s'inquiéter : l'harmonisation des législations, même si elle prévoit une reconnaissance mutuelle des réglementations de part et d'autre de l'Atlantique, risque de se faire sur la base du plus petit dénominateur commun. Or, la majorité des réglementations américaines sont bien moins protectrices que les européennes... Et le rapport de force est clairement en faveur des USA<sup>10</sup>.

C'est donc les normes protectrices qui sont menacées, tout comme certains services publics. Sur les enjeux agricoles, ce sont d'abord les normes concernant l'utilisation de certains produits chimiques, des OGM, ainsi que les politiques de soutien à l'agriculture qui sont visées. La traçabilité des aliments est également en jeu.

D'ailleurs, certaines entreprises ne cachent pas leurs intentions. L'Association nationale des confiseurs n'y est pas allée par quatre chemins : « L'industrie américaine voudrait que l'Accord de partenariat transatlantique avance sur cette question en supprimant la labellisation OGM et les normes de traçabilité. » KFC se plaint ouvertement de ne pas pouvoir traiter au chlore les poulets à destination de l'Europe. L'organisation Airlines for America (A4A), bras armé des transporteurs aériens américains, a établi une liste des « règlements inutiles qui portent un préjudice considérable à [leur] industrie » et veut en finir avec les taxes carbone. Les entreprises souhaitant extraire des gaz de schiste en France pourraient quant à elles être

<sup>6</sup> COMMISSION EUROPEENNE, Limited Draft, « [Trade in services, investment and e-commerce](#) », Juillet 2013

<sup>7</sup> Blog ContreLaCour, [Le projet de traité transatlantique traduit en français](#), 2014

<sup>8</sup> Vidéo, [Le traité transatlantique en 10 minutes](#), 2014

<sup>9</sup> DE GUCHT, Karel, Communiqué de presse, « [Enclencher la vitesse supérieure](#) », 18/02/2014

<sup>10</sup> LAIDI, ZAKI, « [Un projet de partenariat transatlantique menaçant](#) », *Le Monde Idées*, 15/03/2013

indemnisées du fait de l'interdiction de la fracturation hydraulique qui les oblige à suspendre leurs activités<sup>11</sup>.

La multiplication des accords bilatéraux<sup>12</sup> de ce type signe aussi la reconnaissance par les grandes puissances de l'échec des négociations de l'OMC depuis Doha. Alors même que de récentes évolutions montrent que les pays du Sud peuvent y défendre certains principes, tels que la souveraineté alimentaire<sup>13</sup>, la force de l'OMC risque d'être diminuée si le multilatéralisme est boudé au profit d'accords bilatéraux.

## Des négociations qui traînent depuis vingt ans

Ces revendications des multinationales, appuyées par les économistes néolibéraux, ne datent pas d'hier. Au lendemain de la chute du mur, la première résolution transatlantique engageait les USA et ses partenaires européens, à « promouvoir les principes de l'économie de marché, rejeter le protectionnisme, renforcer et ouvrir davantage [les économies nationales] à un système de commerce multilatéral ». Dès 1995, l'idée d'un accord cadrant les échanges entre les deux entités est à l'agenda. Commencent alors des négociations dans le plus grand secret, entre les membres de l'OCDE. Mais elles n'aboutiront pas du fait de la divulgation publique in extremis du contenu de l'accord, alors appelé AMI (accord multilatéral sur l'investissement), qui souleva de nombreuses critiques (voir le fameux édito d'Ignacio Ramonet, « Désarmer les marchés ».<sup>14</sup>)

Après une phase de refroidissement des relations liées à la guerre en Irak, le projet refait surface en 2009, et les négociations reprennent, avec un objectif de signature en 2015. Aujourd'hui, c'est donc un réel enjeu des élections européennes de mai. Certains partis (notamment le Front de gauche, EELV, mais aussi le Front national) s'opposent au TAFTA, mais ils sont minoritaires au sein du Parlement. Le Parlement est sollicité pour valider les décisions de la Commission européenne. La Commission européenne, constituée de membres non élus au suffrage direct, a toutefois la main sur le dossier...

## Ouverture des consultations publiques : du marketing démocratique ?

L'accord transatlantique est donc un sujet à surveiller de près. Des collectifs comme Stoptafta<sup>15</sup> ou des personnalités comme Raoul Marc Jennar<sup>16</sup> s'emploient à le rendre plus compréhensible. Susan George comparait l'ancêtre de cet accord, l'AMI, à Dracula qui «*meurt à être exposé en plein jour*»<sup>17</sup>.

Le contenu des négociations étant secret, de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer plus de transparence, ainsi qu'une consultation démocratique. Les documents de négociation, inaccessibles pour le public, le sont pour les représentants des firmes qui participent aux négociations, et l'accord est largement inspiré par le monde des affaires<sup>18</sup>, qui, fort de ses moyens de lobbying, propose des articles « prêt à l'emploi ». Il y a eu en France une consul-

---

<sup>11</sup> Lori Wallach, dans [une tribune enflammée](#) publiée dans Le Monde Diplomatique, donne de nombreux autres exemples, également [disponibles sur Médiapart](#)

<sup>12</sup> Voir tous les accords commerciaux en cours de négociation entre l'UE et ses partenaires : VIALE, Frédéric, « [L'écheveau des accords bilatéraux dans le monde, attention danger](#) », 4/03/2013

<sup>13</sup> Plateforme ALIMENTERRE, « [Accord de l'OMC sur l'agriculture : l'Inde pourra mettre en œuvre son programme de sécurité alimentaire](#) », 2013

<sup>14</sup> RAMONET, Ignacio, Edito, « [Désarmer les marchés](#) », Le Monde diplomatique, décembre 1997

<sup>15</sup> Site : <http://stoptafta.wordpress.com/>

<sup>16</sup> Vidéo, « [Les dangers du GMT : Interview de Raoul Marc Jennar](#) », mars 2014

<sup>17</sup> Collectif stoptafta, « L'AMI était comme dracula : il est mort à être exposé en plein jour »,

<sup>18</sup> Les Amis de la Terre, « [L'accord de partenariat transatlantique : un traité à jeter à l'eau](#) », 2014

tation « publique »<sup>19</sup> passée quasi inaperçue, à laquelle près de 300 organisations représentant le patronat et l'industrie agroalimentaire ont répondu.

Au niveau européen, la Commission a enfin cédé. Une consultation publique<sup>20</sup> a été ouverte de mars à juin 2014. Chaque citoyen peut donc exprimer librement son avis en répondant à un questionnaire uniquement disponible en anglais, et qui ne porte que sur le mécanisme de règlement des différends... Pour Bastamag, Agoravox<sup>21</sup> et ATTAC<sup>22</sup>, c'est une opération de « marketing démocratique »<sup>23</sup> visant à faire preuve de transparence avant les élections législatives européennes de mai, où l'euroscepticisme devrait une nouvelle fois être fortement exprimé.

Des régions françaises ont d'ores et déjà exprimé leur désaccord avec le projet de traité, et voté des délibérations<sup>24</sup> pour être « hors zone de libre-échange transatlantique ». C'est le cas de l'Île-de-France.

Gaëlle Le Gauyer (CFSI)

### Creuser le sujet:

- Le [mandat](#) donné à la Commission, en anglais
- Article, [Un projet de partenariat transatlantique menaçant](#), 2013
- Emission de radio, France Culture, [« Libre-échange : Des journalistes racontent l'opacité »](#), 30/03/2014
- Une revue de presse quotidienne sur l'accord, [le Scoop.it de Magali Pernin](#)
- [Page dédiée d'ATTAC](#)
- Film, [Les déportés du libre-échange](#), 2012

<sup>19</sup> MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR, [« Les entreprises françaises favorables à un partenariat équilibré entre l'Union Européenne et les Etats Unis »](#), 25/03/2013

<sup>20</sup> COMMISSION EUROPEENNE, [« Online public consultation on investment protection and ISDS in the TTIP »](#), 1/04/2014

<sup>21</sup> ROSOLEN, Mariangela, [« TTIP : Négociations secrètes entre USA et Union Européenne »](#), Agoravox 24/03/2014

<sup>22</sup> ATTAC, [« Accord transatlantique : la commission lance une caricature de consultation publique »](#), 27/03/2014

<sup>23</sup> ROUSSEAU, Agnes, [« Bruxelles lance une consultation publique sur l'accord commercial entre l'Europe et les Etats Unis »](#), Bastamag, 22/01/2014

<sup>24</sup> BRUN, Thierry, [« La région Ile-de-France hors GMT »](#), Politis, 14/02/2014